

LETTRE DATÉE DU 12 FÉVRIER 2002, ADRESSÉE AU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT PAR LE REPRÉSENTANT PERMANENT DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE À LA CONFÉRENCE, TRANSMETTANT LE TEXTE DU COMMUNIQUÉ DE PRESSE PUBLIÉ PAR LE MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE AU SUJET DU DISCOURS PRONONCÉ À LA CONFÉRENCE PAR LE SOUS-SECRÉTAIRE D'ÉTAT DES ÉTATS-UNIS, M. JOHN BOLTON

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint le texte du communiqué de presse publié par le Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie au sujet du discours prononcé par le Sous-Secrétaire d'État des États-Unis, M. John Bolton, à la Conférence du désarmement.

Je vous prie de bien vouloir faire le nécessaire pour que ce texte soit publié comme document officiel de la Conférence du désarmement et distribué à toutes les délégations d'États membres de la Conférence et d'États qui participent aux travaux de l'instance sans en être membres.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent de la Fédération du Russie
à la Conférence du désarmement
(*Signé*) Léonid **Skotnikov**

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

publié par le Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie au sujet de la déclaration du Sous-Secrétaire d'État des États-Unis, M. John Bolton

La Fédération de Russie a pris note de la déclaration faite par le Sous-Secrétaire d'État des États-Unis, M. John Bolton, à la Conférence du désarmement à Genève, énonçant les éléments essentiels de la politique du gouvernement de M. George W. Bush dans le domaine de la sécurité internationale et du désarmement.

La Fédération de Russie s'accorde à reconnaître que la communauté internationale doit centrer au maximum ses efforts sur la lutte contre le terrorisme international et la riposte à des menaces et des défis nouveaux. Elle ne peut que souscrire aux propositions des États-Unis tendant à intensifier les efforts déployés en vue de consolider les normes et les régimes de non-prolifération internationalement reconnus et de prévenir la moindre possibilité que des armes de destruction massive soient transformées en instruments de chantage et de terreur.

La Fédération de Russie reste cependant convaincue que le moyen le plus important de renforcer la stabilité stratégique et la sécurité internationale dans les conditions actuelles doit être la préservation et la consolidation des traités et accords en vigueur relatifs à la maîtrise et à la non-prolifération des armements.

Dans le même temps, un certain nombre de positions adoptées par les États-Unis sur les problèmes de désarmement – qui ont trouvé une nouvelle fois leur expression dans le discours de M. Bolton – compliquent objectivement la situation et ébranlent le régime juridique international du désarmement. Il s'agit de la décision des États-Unis de se retirer du Traité ABM de 1972, que la Russie considère comme erronée, ainsi que de la réticence de Washington à ratifier le Traité START-2 et le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et son refus de poursuivre les travaux relatifs au mécanisme de vérification du respect de la Convention sur l'interdiction des armes biologiques. Tandis que l'immense majorité des pays souhaite engager des négociations sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace à la Conférence du désarmement, seuls les États-Unis n'en voient pas la nécessité.

La Fédération de Russie considère la Conférence comme l'unique instance multilatérale de négociation pour l'élaboration d'accords de désarmement universels. Dans le contexte de la mondialisation, elle n'envisage pas de régler les problèmes internationaux autrement que sur la base d'une large coopération entre les États. Elle se déclare une nouvelle fois prête à rechercher des solutions mutuellement acceptables pour que la Conférence entame des travaux de fond dans l'esprit des propositions de conciliation déjà faites par la partie russe au sujet de son programme de travail.

Le 28 janvier 2002
